

Brochure n° 3169

Convention collective nationale

IDCC : 1726. – **CABINETS D'ÉCONOMISTES DE LA CONSTRUCTION
ET DE MÊTREURS-VÉRIFICATEURS**
(Collaborateurs salariés)

■ *Journal officiel* du 3 janvier 2010

**Arrêté du 18 décembre 2009 portant extension d'un avenant à la
convention collective nationale des collaborateurs salariés des
cabinets d'économistes de la construction et de mètres-vérifi-
cateurs (n° 1726)**

NOR : MTST0931227A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 6 octobre 1993 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté
du 8 octobre 2009, portant extension de la convention collective nationale
des collaborateurs salariés des cabinets d'économistes de la construction et
de mètres-vérificateurs du 16 avril 1993 ainsi que des textes qui l'ont
modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant n° 6 du 8 avril 2009 à l'avenant n° 4 du 20 janvier 2009,
relatif à la prévoyance, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 9 septembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du
15 décembre 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des collaborateurs salariés des cabinets d'économistes de la construction et de métreurs-vérificateurs du 16 avril 1993, tel que modifié par avenant n° 2 du 12 février 1997 modifié le 26 juin 1997, les dispositions de l'avenant n° 6 du 8 avril 2009 à l'avenant n° 4 du 20 janvier 2009, relatif à la prévoyance, à la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 18 décembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/33, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.